

BOÎTE À OUTILS DE CAMPAGNE :
Semaine mondiale d'action pour la
#justicefiscale
du 16 au 23 juin 2015 !

La présente boîte à outils est conçue pour vous aider à prendre part à la **Semaine mondiale d'action pour la #justicefiscale**, organisée par les membres et les partenaires de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale. Elle contient des ressources qui vous permettront de mener des actions en ligne et hors ligne, ainsi que des documents pour les faire connaître. Toutes les ressources réunies ici sont des modèles types. N'hésitez pas à les adapter à vos besoins !

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Contexte | 2 |
| Personnes et instances cibles | 3 |
| Message commun type | 4 |
| Guide pour des actions hors ligne | 6 |
| Guide réseaux sociaux | 9 |
| Partager vos activités | 12 |
| Modèle de communiqué de presse | 13 |
| Modèle de billet de blog | 15 |
| Logos (GATJ et EC DEAR) | 16 |
| Autres façons de participer | 16 |
| - Pétition photo de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale | |

- Déclaration de Lima pour la justice fiscale et les droits humains

Contacts clés

17

Contexte

Les membres et alliés de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, dont Oxfam, ActionAid, Christian Aid et des organisations syndicales, telles que l'Internationale des services publics, organisent une Semaine mondiale d'action pour la #justicefiscale. Celle-ci se déroulera la troisième semaine de juin, depuis l'ouverture du dernier tour des négociations sur le financement du développement aux Nations unies jusqu'à la Journée mondiale des services publics, le 23 juin.

La conférence des Nations unies sur le financement du développement offre une occasion cruciale d'encourager la création d'un nouvel organisme mondial dédié aux questions fiscales, auquel tous les États participent. La Journée mondiale des services publics est quant à elle un moment idéal pour réclamer des politiques fiscales justes qui financent des services publics de qualité pour toutes et tous, le moyen le plus efficace pour mettre fin à la pauvreté et aux inégalités.

L'idée de cette semaine d'action est d'encourager et de promouvoir diverses activités amorcées au sein de nos communautés en faveur de la justice fiscale, afin d'accroître la pression du public sur les gouvernements du monde entier.

Pour donner le coup d'envoi de cette semaine d'action, nous prévoyons une action publique le **mardi 16 juin** au siège des Nations unies, à New York, qui sera relayée sur les réseaux sociaux à travers le monde et qui portera sur le dernier tour de négociations sur le financement du développement. Dans chaque région, des événements nationaux et régionaux contribueront tout au long de la semaine à créer une dynamique avec en point d'orgue des actions collectives nationales le **mardi 23 juin, Journée mondiale des services publics**.

L'Internationale des services publics travaille avec ses affiliés nationaux et est en rapport avec les membres et alliés intéressés de l'Alliance mondiale en vue de concevoir des actions menées au niveau national, en lien avec la Journée mondiale des services publics.

La semaine d'action fonctionne selon un mode de participation souple, qui permet à chaque organisation de s'engager dans la mesure de ses ressources. Nous encourageons les synergies tout en laissant chaque organisation libre de promouvoir ses propres objectifs politiques en faveur de la justice fiscale et des services publics.

Voici quelques-unes des activités déjà prévues :

En **Amérique du Nord**, la semaine débutera le 16 juin par une mise en scène devant le siège des Nations unies, à New York. Au Canada, les membres donneront en outre une

présentation dans le cadre du Sommet mondial sur le financement de la démocratie. En **Amérique latine**, une action aura lieu devant le ministère péruvien des Finances lors de la Journée mondiale des services publics, attirant l'attention sur le manque à gagner fiscal imputable à l'évasion fiscale, et une vidéo sera réalisée avec la participation de citoyennes et citoyens. En **Asie**, une réunion de haut niveau est organisée avec le ministre des Finances en Indonésie, tandis qu'en Inde, il est prévu de produire des témoignages vidéo de fonctionnaires publics et de publier une déclaration conjointe des organisations de la société civile. En **Afrique**, les activités comprendront une conférence de presse sur la justice fiscale au Cameroun et une possible action au sommet de l'Union africaine en Afrique du Sud. En **Europe**, il y aura du théâtre de rue en Slovénie, une soirée cinéma en République tchèque et des mises en scène à l'attention du ministre des Finances en Irlande et au Royaume-Uni. La semaine se terminera le 23 juin avec le lancement mondial de la Déclaration de Lima pour la justice fiscale et les droits humains.

Personnes et instances cibles

Pour maximiser l'impact de nos activités de campagne, nous tenons à nous assurer que les personnes et les instances que nous cherchons à influencer entendront bien nos messages. Nous devons pour ce faire agir sur deux fronts et cibler aussi bien les responsables politiques nationaux que les négociateurs du financement du développement aux Nations unies :

- 1) **Responsables politiques nationaux** – Il pourrait s'agir de votre chef d'État, de votre premier ministre ou de tout autre ministre susceptible d'assister à la conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba, à la mi-juillet. Cela dépendra de votre contexte national. Ces personnes sont des cibles tant sur les réseaux sociaux que pour les mises en scène, qui devront, dans la mesure du possible, se tenir devant les bureaux du ou de la ministre en question. Cela garantira que les responsables politiques entendent votre message et ont conscience que les citoyens souhaitent qu'ils agissent en faveur de la #justicefiscale pour financer des services de santé et d'éducation universels, gratuits et de qualité.
- 2) **Négociateurs aux Nations unies basés à New York** – Il s'agit de fonctionnaires d'État qui représentent leur gouvernement et sont basés à New York. Pendant notre semaine d'action, ils participeront à la dernière série de réunions des Nations unies visant à négocier l'issue de la conférence sur le financement du développement. Avec des actions sur les réseaux sociaux, vous pourrez rappeler aux négociateurs de votre pays qu'un plaidoyer est mené en parallèle dans leur pays d'origine. Vous trouverez la liste des comptes Twitter des négociateurs (les personnes qui négocient au nom de votre gouvernement) et des représentations permanentes (l'« ambassade » de votre pays auprès de l'ONU à New York) dans la section « Guide réseaux sociaux » ci-dessous.



Message commun type

Voici ci-dessous notre message commun présentant le problème, la solution et nos revendications. Ce modèle type devrait vous aider à formuler vos communications publiques et nous permettre de parler d'une seule voix, afin que notre appel conjoint à la #justicefiscale soit clairement entendu. Il n'est cependant fourni qu'à titre indicatif ; les partenaires sont libres d'adapter ce message à leurs besoins particuliers.

Résumé

Le scandale mondial de l'évasion fiscale prive les pays de milliards de dollars de ressources fiscales. Celles-ci pourraient financer des services publics gratuits et de qualité, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, des services indispensables pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

À la mi-juillet, les États se rencontreront à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour décider des moyens de financer la lutte contre la pauvreté et les inégalités. C'est une occasion historique de remodeler le système fiscal international. Au moment où la communauté internationale se réunit pour le dernier tour de négociations en amont de ce sommet, au cours de la troisième semaine de juin, et où les militants s'apprêtent à célébrer la Journée mondiale des services publics, nous avons une chance unique de faire pression en faveur d'un système fiscal plus juste pour toutes et tous.

Ensemble, nous pouvons réclamer un système fiscal international qui représente les intérêts de la majorité, et non d'une minorité. Ensemble, nous pouvons exiger de nos gouvernements qu'ils s'attaquent à l'évasion fiscale, afin que les pays soient mieux à même d'assurer la gratuité et la qualité de services publics de santé et d'éducation dont leur population a grand besoin.

Problème

Chaque année, les pays du monde entier accusent un manque à gagner fiscal de milliards de dollars en raison de l'évasion fiscale des entreprises multinationales. Ces sommes devraient financer des services de santé et d'éducation essentiels, qui contribuent à réduire la pauvreté et les inégalités. Au lieu de cela, nos règles fiscales permettent à nombre de multinationales de ne pas payer leur part d'impôt.

À l'échelon international, les règles fiscales sont définies par un petit groupe de pays parmi les plus riches et les plus puissants, sous l'influence des multinationales qui y ont souvent leur siège. Ces règles font donc primer les intérêts d'une élite sur ceux des pays en développement.

À l'échelon national, loin de mettre un frein à l'évasion fiscale des multinationales et des grandes fortunes, les gouvernements accordent des réductions d'impôt et autres avantages fiscaux aux grandes entreprises et perdent des milliards de dollars qui pourraient être investis dans des services de santé et d'éducation universels, gratuits et de qualité.

Solution

Pour réduire l'évasion fiscale et financer des services de santé et d'éducation gratuits et de qualité, nous avons besoin de justice fiscale, à l'échelle nationale et internationale. Cela suppose de garantir que tous les pays, pas seulement les plus riches, participent de plein droit aux négociations sur les règles fiscales internationales et que les gouvernements nationaux serrent la vis aux fraudeurs fiscaux. Les gouvernements nationaux doivent également investir leurs ressources fiscales dans la santé et l'éducation, pour que ces services bénéficient à toutes et tous.

La Semaine mondiale d'action pour la #justicefiscale, dont le lancement coïncide avec l'ouverture du dernier tour des négociations gouvernementales, est une occasion exceptionnelle de faire pression pour que les choses changent. La communauté internationale négocie les moyens de financer la lutte contre la pauvreté et les inégalités dans le monde. Dans le même temps, les pays en développement réclament haut et fort le droit de participer aux négociations sur la réforme des règles fiscales internationales. À l'occasion de la Journée mondiale des services publics, les défenseurs de la justice sociale et les syndicalistes du monde entier s'uniront pour réclamer un système fiscal plus juste qui permette de financer les services publics de santé et d'éducation.

Nous avons besoin de vous ! Nous ne pourrions mettre en place un système fiscal équitable que si nous faisons front commun. Sur tous les continents, unissons-nous pour exiger la #justicefiscale tout de suite et maintenant !

Ce que nous voulons

Ensemble, nous réclamons :

- **des solutions mondiales** – L'évasion fiscale est un problème mondial qui exige des solutions mondiales. Les gouvernements de tous les pays doivent décider ensemble des solutions à apporter, de façon équitable, égalitaire et démocratique.
- **la transparence** – Pour mettre fin à l'évasion fiscale, la population doit pouvoir prendre connaissance des bénéfices engrangés et des impôts payés par les entreprises dans chacun des pays où celles-ci exercent leurs activités.
- **des politiques fiscales justes** – Nous avons besoin de politiques fiscales justes pour mobiliser les fonds nécessaires à l'offre de services de santé et d'éducation universels, gratuits et de qualité, pour mettre fin à la pauvreté et réduire les inégalités, et pour financer le développement durable.



Guide pour des actions hors ligne

L'un des moyens les plus efficaces de participer à la semaine d'action est d'organiser une action au sein de votre communauté. Il peut s'agir d'un rassemblement ou d'une mise en scène devant le ministère des Finances de votre pays ou d'une séance photo en dehors de votre bureau. L'objectif est de créer une représentation visuelle forte qui attirera l'attention du public et des médias. En rassemblant les photos des personnes se mobilisant partout dans le monde, vous montrerez que la #justicefiscale est un problème planétaire, et que la population mondiale souhaite que des mesures concrètes soient prises lors de la conférence des Nations unies sur le financement du développement, en faveur d'un système fiscal international plus juste qui finance les services publics pour toutes et tous.

Objectifs des activités hors ligne

1. Représenter visuellement l'ensemble des personnes appartenant à un mouvement mondial pour la justice fiscale.
2. Influencer les responsables politiques afin de lutter en faveur de la justice fiscale et des services publics. Ces responsables pourront être des chefs d'États et de gouvernements, des ministres des Finances et autres représentants officiels concernés, ainsi que les négociateurs qui participeront au dernier tour des négociations.
3. Générer une couverture médiatique locale : recueillir de bonnes images et rendre compte de la situation.

Nous pouvons remplir ces objectifs de diverses manières. Cela passe, par exemple, par l'organisation d'un rassemblement ou d'une mise en scène devant le ministère des Finances de votre pays aux côtés de vos ami-e-s et de vos collègues, ou par des photos de vous arborant des pancartes ou des banderoles en faveur de la justice fiscale dans le cadre de la Semaine mondiale d'action pour la justice fiscale (pour en savoir plus, consultez la section « Autres façons de participer »).

Conseils pour organiser une mise en scène

1. **Identifier et localisez votre cible.** Vous ciblez votre ministre des Finances ? Si la réponse est oui, dirigez-vous au ministère des Finances !
2. **Choisissez une journée lors de la semaine d'action** (du 16 au 23 juin) qui convienne à votre organisation et à votre réseau. Il pourrait s'agir de la Journée mondiale des services publics le 23 juin, mais vous pourriez également choisir une autre journée plus tôt dans la semaine, susceptible d'attirer l'attention des médias nationaux.
3. **Les meilleures idées sont les plus simples.** Vous avez un message que vous souhaitez transmettre en une image ou un slogan. Posez-vous une question

essentielle : ma mise en scène sera-t-elle comprise sans explication ? Les images devront être simples et parler d'elles-mêmes.

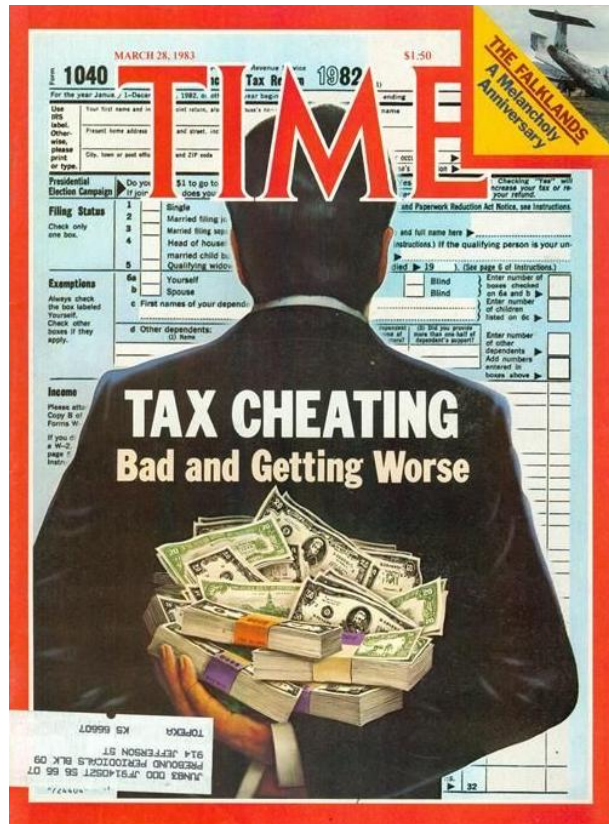
4. **Obtenez la permission.** Dans de nombreuses villes, vous devrez obtenir la permission officielle des autorités locales pour organiser une manifestation.
5. **Créez vos banderoles, vos accessoires, vos costumes et les autres objets** qui contribueront à la représentation visuelle de votre action.
6. **Communiqué de presse.** Partagez un communiqué de presse avec la presse locale au minimum 3 jours avant votre action afin de les prévenir.
7. **Trouvez un photographe.** Assurez-vous qu'une personne de votre équipe se charge d'immortaliser votre mise en scène en prenant des photos qui seront ensuite utilisées en ligne.
8. **Élaborez une liste de contrôle** qui énumère les principales informations comme l'endroit et le moment où l'action aura lieu, les rôles et responsabilités de chacun et les accessoires à apporter. Envoyez cette liste aux participantes et participants à l'avance. Il peut être utile d'apporter cette liste le jour de l'action afin de vous aider à garder le fil. Mobilisez autant de collègues, d'ami-e-s, de membres de votre famille et de sympathisant-e-s que possible pour participer à cette mise en scène.
9. **Faites la promotion de votre action** : une fois que vous aurez confirmé la date et aurez une idée précise de l'action que vous souhaitez mener, partagez-les avec Teresa Marshall (Teresa@globaltaxjustice.org) ou Fran Carnibella (FCarnibella1@oxfam.org.uk) afin de promouvoir vos activités sur la page web de la campagne ainsi que sur le blog à l'adresse suivante : www.globaltaxjustice.org.
10. **Partagez les photos et les anecdotes de vos activités** sur les réseaux sociaux grâce aux hashtags #justicefiscale et #FFD3. Veuillez transmettre les liens vers vos outils de promotion sur les réseaux sociaux dès que possible à Sahedul Islam (Sislam1@oxfam.org.uk), afin d'inclure ces activités à notre semaine d'action sur [Storify](https://www.storify.com/). Si vous n'êtes pas en mesure de promouvoir vos actions sur les réseaux sociaux, veuillez transférer vos photos/vidéos dans [ce dossier sur Google drive](#), nous les publierons sur Storify dès que possible. Pour en savoir plus sur le partage de vos activités, consultez la section « Partager vos activités ».

Idées d'actions innovantes

- **Montrez ce que vos impôts financent.** La justice fiscale peut être un concept difficile à véhiculer dans le cadre d'une mise en scène. Montrer ce que les recettes fiscales financent peut être une manière efficace de représenter nos objectifs. Vous pouvez par exemple présenter des photos ou des modèles d'hôpitaux, d'écoles, de bus publics en carton, et vous réunir dans la rue avec des enseignant-e-s, des infirmier-ère-s et d'autres employé-e-s du service public.
- **Thème du transport : que ce soit en vélo, en avion, en bateau ou en train, demandez à vos responsables de participer à la conférence d'Addis-Abeba afin de lutter en faveur de la justice fiscale.** Utilisez différents moyens de transport en tant qu'accessoires (n'hésitez pas à emprunter également les jouets de vos enfants !) et adressez une carte d'embarquement ou un billet de train géant à votre cible afin de l'encourager à se rendre à la conférence des Nations unies pour le financement du développement qui se tiendra à Addis-Abeba.

- **Thème du réveil et de la prise de conscience.** Utilisez des montres et des réveils géants pour tirer la sonnette d'alarme auprès de votre cible et lui poser un ultimatum afin qu'elle donne la priorité à la justice fiscale lors de la conférence des Nations unies sur le financement du développement et lutte contre l'évasion fiscale en vue de financer les services publics.
- **Thème de la transparence.** Essayez d'illustrer l'idée de transparence fiscale. Utilisez, par exemple, une mallette géante transparente remplie de billets.
- **La fin du secret fiscal.** Essayez d'illustrer l'idée de secret. Utilisez, par exemple, des photos d'un cadenas et d'une clé, afin de « briser » le secret fiscal (voir l'exemple de notre action menée en 2011, ci-contre).
- **Une représentation inégale à la table des négociations.** Élaborez un visuel qui montre que les pays développement ne participent pas de plein droit aux négociations sur l'élaboration des règles fiscales internationales. Il peut s'agir par exemple d'une représentation d'une table géante autour de laquelle les pays en développement disposeront de chaises minuscules tandis que les pays développés seront eux assis sur d'imposantes chaises. Vous pourrez également représenter l'ensemble des pays en développement entassés sur un petit bout de la table grâce à de petits drapeaux, puis les pays de l'OCDE répartis sur le reste de la table.
- **Les dirigeants mondiaux doivent passer à l'action à Addis-Abeba.** Représentez la nationalité des dirigeants mondiaux que vous souhaitez voir passer à l'action à Addis-Abeba. Si vous avez l'occasion d'organiser une mise en scène photographique, vous pourriez représenter la nationalité des personnes ciblées, à l'aide notamment de masques caricaturant les dirigeants mondiaux, ou grâce à différentes tenues ou divers chapeaux nationaux (par exemple le chapeau melon anglais, le béret français, le sombrero mexicain, etc.).
- Faites un **tour des « ambassades » de vos représentants**, à pied ou en vélo, et remettez une lettre aux principaux dirigeants mondiaux qui se rendront à Addis-Abeba. Prenez des photos et partagez-les sur les réseaux sociaux, etc.
- **Impossible de se cacher !** Mettons fin à l'évasion fiscale des multinationales et des grandes fortunes. Illustrez votre action avec des personnes en costume tenant de faux billets dans leur dos. Il est temps de mettre fin à l'évasion fiscale et les dirigeants mondiaux devraient montrer la voie à suivre lors de la conférence d'Addis-Abeba ! (inspiré de l'image ci-dessous).





Guide réseaux sociaux

Promouvoir notre appel commun en faveur de la #justicefiscale et les activités de nos partenaires dans le monde entier est un formidable moyen de prendre part à la semaine d'action. Il s'agit également, pour les personnes en mesure d'organiser des actions hors ligne, d'une excellente occasion de promouvoir leurs actions. Les réseaux sociaux (notamment Twitter et Facebook) sont des moyens très efficaces de faire entendre notre voix. Ensemble, nous représentons les organisations de la société civile de tous les continents. En demandant à nos sympathisant-e-s de diffuser notre message, nous pourrions potentiellement atteindre des millions de personnes avec notre appel, et ainsi augmenter la pression sur les gouvernements pour qu'ils agissent en faveur de la #justicefiscale.

Voici 3 façons simples de prendre part à la semaine d'action sur les réseaux sociaux :

1. Relayez vos actions hors ligne, et partagez les autres se déroulant dans le monde entier, afin de montrer que nous formons un mouvement mondial en faveur de la #justicefiscale. N'oubliez pas d'utiliser les hashtags #justicefiscale et #FFD3 (le hashtag officiel sur le financement du développement) autant que possible !
2. N'hésitez pas à publier sur Twitter et Facebook nos suggestions de posts, ainsi que nos graphiques, afin de garantir que nos messages clés sont clairement entendus.
3. Partagez les articles publiés lors de la semaine d'action pour montrer qu'il s'agit d'un problème qui trouve écho auprès du public.

Ciblage sur les réseaux sociaux

Pour maximiser l'impact de nos activités de campagne, nous tenons à nous assurer que les personnes et les instances que nous cherchons à influencer entendront bien nos messages. Assurez-vous par conséquent de faire référence au compte Twitter de votre cible nationale. Il peut soit s'agir des responsables politiques nationaux (chefs d'États, ministres des Finances, etc.) soit de votre délégation nationale lors du dernier tour des négociations. Les comptes Twitter des responsables nationaux devraient être relativement faciles à trouver. La liste ci-dessous vous fournira les comptes Twitter de différents négociateurs. Nous tâcherons d'en rajouter à mesure que les pays participants à la semaine d'action nous les enverront.

PRINCIPAUX CONSEILS : Ne commencez pas directement votre tweet par le nom du compte de la personne ou de l'organisation ciblée, car seule votre cible sera en mesure de voir votre message (et personne d'autre). Afin d'y remédier, vous pouvez insérer du texte, ou un simple point, avant de nommer votre cible, comme par exemple : « Bonjour @MinistredesFinances... » ou « .@MinistredesFinances... ». Votre message sera ainsi visible par votre cible et l'ensemble des internautes.

| Comptes twitter des missions des Nations unies | |
|---|---|
| Royaume-Uni | @UKUN_NewYork |
| États-Unis | @USUN |
| Canada | @CanadaUN |
| Allemagne | @GermanyUN |
| France | @franceonu |
| Norvège | @NorwayUN |
| Éthiopie | @Ethiopia_UN |
| Mexique | @MexONU |
| Brésil | @Brazil_UN_NY |
| CELAC | @CELAC |
| Inde | @IndiaMission2UN |
| Indonésie | @indonesiaunny |
| | |
| Comptes Twitter des ambassadeurs/négociateurs | |
| États-Unis | @dballouaares @AlexiaLatortue @Thieristan |
| Royaume-Uni | @matthewcroft1 @elledodd @martin_shearman |
| Ioannis Vrailas (UE) | @vrailas |
| Henry MacDonald (Suriname) | @HMacdo8444 |
| Co-président Pedersen (Norvège) | @GeirOPedersen |

Propositions de tweets

Vous trouverez ci-dessous une liste de proposition de tweets, n'hésitez pas à les modifier pour les adapter à votre public. Veuillez utiliser les hashtags #justicefiscale et #FFD3 autant que possible, et cibler un compte ou une personnalité spécifique sur les réseaux sociaux.

- Hey [@CIBLE] vos collègues [insérez nationalités, p. ex. : indiens] réclament la #justicefiscale lors de la #FFD3 ! Et vous ? [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- La #justicefiscale libérerait des Mds en faveur des services publics #inégalités [CIBLE] #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- Les multinationales ne payant pas 1 juste part d'impôts empochent des Mds. Réclamons la #justicefiscale à la #FFD3 [CIBLE] [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- La #justicefiscale financerait des services de santé & éducation gratuits, de qualité. [CIBLE] agissez à la #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]

- .[@CIBLE] nous n'accepterons plus de coupes dans les #servicespublics #StopÉvasionfiscale! #justicefiscale #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- Si les multinationales paient leur part, ns pouvons financer des #servicespublics de qualité. #justicefiscale #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- Stop aux coupes des #servicespublics qd la classe politique autorise l'optimisationfiscale! #justicefiscale #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- Hey [@CIBLE] vs taxez déjà les nécessiteux, attaquez-vs aux + avides ! Instaurons la #justicefiscale #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- Nous pouvons remplir les caisses & financer les #servicespublics si les multintl paient leur part. #justicefiscale #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- Sans #justicefiscale nous ne pourrons financer un monde meilleur #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]

Propositions de messages Facebook

- Depuis trop longtemps, de nombreuses personnes des pays riches comme des pays pauvres sont lésées. Les multinationales ont faussé les règles en leur faveur et ont enfoui des milliards de dollars dus à l'imposition. Il est temps de mettre fin à ce système fiscal international injuste. Aujourd'hui, instaurons la #justicefiscale pour que les gouvernements puissent financer des services de santé et d'éducation universels, gratuits et de qualité. #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- Il est possible de mettre fin à la pauvreté et aux #inégalités ! Des mesures drastiques contre l'évasion fiscale internationale permettraient de libérer des milliards de dollars nécessaires pour financer des services de santé et d'éducation universels, gratuits et de qualité. Ces services contribueraient par ailleurs à lutter contre la pauvreté et les inégalités. Instaurons dès maintenant la #justicefiscale ! [INSERT PHOTO/GRAPHIC]
- Il est temps que les entreprises paient leur part d'impôts pour que les gouvernements puissent financer les services publics vitaux, comme les services de santé et d'éducation, dont nos familles ont grand besoin. Instaurons dès maintenant la #justicefiscale !
- Notre génération dispose d'une chance unique lors de la conférence sur le financement du développement à Addis-Abeba. Nous devons nous assurer que les responsables politiques se rendent compte que nous ne serons pas en mesure de financer un meilleur avenir si les multinationales ne paient pas leur juste part d'impôts. #justicefiscale #FFD3 [INSERT PHOTO/GRAPHIC]

Graphiques

Nous préparons actuellement trois graphiques que nous diffuserons sur les réseaux sociaux, soulignant nos principaux messages, en français, en anglais et en espagnol. Si ces graphiques peuvent s'avérer utiles, partager les photos des actions qui auront lieu dans le monde entier demeure la meilleure façon de démontrer que nous formons un véritable mouvement mondial.

Ces graphiques seront diffusés la semaine prochaine, et vous les trouverez dans le dossier sur la semaine d'action sur Google Drive [ici](#).

Partager vos activités

Il est essentiel de rassembler, de partager et de célébrer l'ensemble de nos activités. Cela nous aidera à montrer aux médias, à nos sympathisant-e-s et aux responsables politiques la montée en puissance de notre mouvement mondial. Nous encourageons l'ensemble des membres des pays et des partenaires qui participeront à une journée d'action à prendre au minimum deux photos de vos activités afin de les présenter sur notre blog sur la semaine d'action sur Storify. De plus, nous pouvons télécharger des vidéos, des mèmes, des *Vine*, entre autres, sur notre Storify... À vos ménages !

Storify est une « galerie » en ligne qui nous permet de rassembler l'ensemble des contenus des activités mondiales (photos et vidéos d'actions et de mises en scène, tweets, messages Facebook, mèmes, *Vine*) en un seul endroit, lorsque les hashtags suivants y sont apposés : #justicefiscale, #FFD3, etc.

Afin de partager vos activités sur notre [Storify](#), nous vous conseillons de partager les liens vers vos publications sur les réseaux sociaux (p. ex. : Twitter, Facebook, Youtube, Pinterest, Flickr etc.). Veuillez envoyer les liens vers vos publications dès que possible à Sahedul Islam (SIslam1@oxfam.org.uk), qui publiera leur contenu sur notre Storify.

Si vous avez des photos/vidéos ou tout autre contenu que vous ne parvenez pas à poster sur les réseaux sociaux, déposez-le dans [ce dossier sur Google Drive](#) et nous les publierons dès que possible sur Storify.



Modèle de communiqué de presse

Vous trouverez ci-dessous un modèle de communiqué de presse que vous pourrez utiliser pour promouvoir vos activités auprès des médias de votre pays. N'hésitez pas à le modifier comme bon vous semble.

Mettons fin à l'évasion fiscale des entreprises et finançons les services publics

Les citoyennes et citoyens [insérez pays ou nationalité] ont pris part à la Semaine mondiale d'action pour la #justice fiscale, du 16 au 23 juin 2015.

Réclamant le financement durable des services publics vitaux et la fin de l'évasion fiscale des entreprises, des membres des plus grandes organisations ouvrières et confessionnelles et ONG s'unissent lors de la Semaine mondiale d'action pour la #justicefiscale, du 16 au 23 juin 2015. L'objectif est d'accroître la pression publique pour que les gouvernements s'engagent à ce que les multinationales paient leur part d'impôts, et garantissent que les citoyennes et citoyens de chaque pays aient accès à des services publics gratuits et de qualité en matière de santé et d'éducation.

Le coup d'envoi de la Semaine mondiale d'action pour la #justicefiscale est donné avec un rassemblement le mardi 16 juin au siège des Nations unies, à New York, à l'heure où débutera le dernier tour des négociations des Nations unies sur le financement du développement. Aux quatre coins du monde, des actions nationales seront menées et se concluront par la publication d'une importante déclaration établissant un lien entre la justice fiscale et les droits humains à l'occasion de la Journée mondiale des services publics, le mardi 23 juin.

En/Au(x) [pays], [noms des organisations partenaires] organisent [décrire les actions à l'échelle nationale, les horaires, les dates, les lieux et les principaux messages].

En Afrique, les syndicalistes et autres citoyens s'unissent pour réclamer la justice fiscale et investir dans les services publics, au lieu de les privatiser. En Amérique latine, certaines activités de campagne consistent à adresser des lettres ou des messages vidéos ou photo aux chefs d'États et de gouvernements. Dans la région Asie-Pacifique, les militant-e-s se posent en défenseurs de la justice fiscale auprès des responsables politiques et participent à la [pétition photo](#) de la campagne. En Amérique du Nord et en Europe, des groupes locaux organisent des projections de films suivies de discussions, des rassemblements cyclistes pour la justice fiscale et d'autres activités innovantes.

À l'échelle nationale, les citoyennes et citoyens demandent à leur gouvernement de s'engager à mettre en place et soutenir des systèmes fiscaux nationaux efficaces et progressifs pour financer les programmes sociaux de redistribution qui mettront fin aux inégalités.

Sur le plan international, et grâce au processus de financement du développement des Nations unies, des groupes de la société civile font pression en faveur de la création d'un organisme intergouvernemental sur les questions fiscales qui englobe tous les pays sur un

ped d'égalité et qui ait le mandat et les ressources pour réformer l'imposition fiscale internationale. L'objectif est d'éviter la fraude et l'optimisation fiscales ainsi que la concurrence fiscale nuisible, et garantir la coopération fiscale entre les gouvernements.

Un récent [rapport](#) de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a, par exemple, mis en évidence que l'optimisation fiscale des entreprises prive les pays en développement de près de 100 milliards de dollars de ressources fiscales par an. Ces fonds manquants devraient être alloués aux dépenses publiques en faveur de l'intérêt commun. Cette campagne s'appuie sur les conclusions de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation). Cette commission, composée de José Antonio Ocampo, Joseph Stiglitz, Magdalena Sepúlveda et Eva Joly, a rendu publique une importante [déclaration](#) début juin appelant à une vaste refonte du système international archaïque d'imposition des entreprises.

Cette Semaine mondiale d'action pour la #justicefiscale est organisée par l'Alliance mondiale pour la justice fiscale et les membres régionaux de son réseau en partenariat avec Oxfam, ActionAid, Christian Aid, l'Internationale des services publics, Tax Justice Network, Center for Economic and Social Rights et d'autres alliés (www.globaltaxjustice.org).

FIN

Pour en savoir plus, veuillez contacter : insérez nom, poste, coordonnées.



Modèle de billet de blog

Vous trouverez ci-dessous un modèle de blog que vous pourrez utiliser pour promouvoir la Semaine mondiale d'action ainsi que vos activités. N'hésitez pas à le modifier comme bon vous semble.

Aujourd'hui, en/au(x) [pays], [noms des organisations partenaires] ont organisé [décrire les actions à l'échelle nationale, les horaires, les dates, les lieux et les principaux messages].

Cette action s'inscrit dans le cadre de la Semaine mondiale d'action pour la justice fiscale lors de laquelle des activités auront lieu aux quatre coins du monde. Des membres des plus grandes organisations ouvrières et confessionnelles et ONG s'unissent pour lutter contre l'évasion fiscale des entreprises et appeler au financement durable des services publics vitaux.

Ensemble, nous demandons aux gouvernements de s'engager à ce que les multinationales paient leur part d'impôts, et garantissent que les citoyennes et citoyens de chaque pays aient accès à des services publics gratuits et de qualité en matière de santé et d'éducation. Un récent [rapport](#) de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a, par exemple, mis en évidence que l'optimisation fiscale des entreprises prive les pays en développement de près de 100 milliards de dollars de ressources fiscales par an. Ces fonds manquants devraient être alloués aux dépenses publiques en faveur de l'intérêt commun.

En Afrique, les syndicalistes et autres citoyens s'unissent pour réclamer la justice fiscale et investir dans les services publics, au lieu de les privatiser. En Amérique latine, certaines activités de campagne consistent à adresser des lettres ou des messages vidéos ou photo aux chefs d'États et de gouvernements. Dans la région Asie-Pacifique, les militant-e-s se posent en défenseurs de la justice fiscale auprès des responsables politiques et participent à la [pétition photo](#) de la campagne. En Amérique du Nord et en Europe, des groupes locaux organisent des projections de films suivies de discussions, des rassemblements cyclistes pour la justice fiscale et d'autres activités innovantes.

Cette campagne s'appuie sur les conclusions de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation). Cette commission, composée de José Antonio Ocampo, Joseph Stiglitz, Magdalena Sepúlveda et Eva Joly, a rendu publique une importante [déclaration](#) début juin appelant à une vaste refonte du système international archaïque d'imposition des entreprises.

Dans tout juste un mois, les représentants de gouvernements se réuniront à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour décider comment financer la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Il s'agit d'une opportunité historique de remodeler le système fiscal international. À l'heure où les gouvernements se réunissent pour le dernier tour des discussions à l'approche du sommet, et où les militants célèbrent la Journée mondiale des services publics avec la

publication de la déclaration de Lima pour la justice fiscale et les droits humains, une chance unique s'offre à nous d'exiger un système fiscal plus juste pour toutes et tous.

Ensemble, nous pouvons réclamer un système fiscal international qui représente les intérêts de la majorité, et non d'une minorité. Demandons à nos gouvernements de lutter contre l'évasion fiscale afin de permettre à chaque pays de mieux fournir à l'ensemble de sa population des services de santé et d'éducation gratuits, publics et de qualité.

Consultez les temps forts de la semaine d'action dans le monde entier sur notre [Storify](#) !

Logos (GATJ et EC DEAR)

Pour unifier l'ensemble de nos activités, nous vous encourageons à utiliser le logo de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale dans la mesure du possible. Veuillez contacter Teresa (Teresa@globaltaxjustice.org) ou Isabel (isabelgati@gmail.com) pour obtenir le logo dans la langue et le format requis.

Si vous faites partie du projet de justice fiscale de la Commission européenne (EC DEAR), veuillez contacter Sophie d'Action Aid UK pour toute question concernant la visibilité de la Commission européenne et l'utilisation du logo de la Commission européenne pour les activités de la semaine d'action. « Sophie Wills-Virk » <Sophie.Wills-Virk@actionaid.org>

Autres façons de participer

- **Recueillez des photos pour la [pétition photo de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale](#).** Envoyez-nous vos photos en expliquant pourquoi vous soutenez la justice fiscale ! Vous trouverez différents modèles personnalisables [ici](#) (en anglais). Envoyez vos photos à Isa Ortigosa (isabelgati@gmail.com) et nous les ajouterons à [notre galerie publique sur Flickr](#).
- **Déclaration de Lima pour la justice fiscale et les droits humains.** Demandez à votre organisation de s'engager, et présentez la déclaration à vos dirigeants et aux médias à l'occasion de la Journée mondiale des services publics, qui aura lieu le 23 juin. Pour en savoir plus, veuillez contacter Teresa Marshall (Teresa@globaltaxjustice.org).
- **Rédigez un éditorial** (un article de journal traitant, par exemple, du besoin de justice fiscale pour financer les services publics, et du rapport avec les négociations pour le financement du développement lors de la semaine d'action).
- **Adressez un courrier à un journal** au sujet de ce problème. Si vous signez ce courrier conjointement avec d'autres organisations, vous renforcerez sa portée.

Contacts clés

N'hésitez pas à nous parler de vos projets pour la semaine d'action afin que nous promouvions au mieux vos activités :

- Quelles activités organisez-vous ? Où et quand ?
- Quel soutien souhaiteriez-vous recevoir ?
- Quelles personnes/instances ciblez-vous ?
- Souhaitez-vous entrer en contact avec d'autres membres ou partenaires de l'Alliance mondiale pour des activités conjointes dans votre pays.

Pour toute question, voici une liste de contact clés :

Coordination générale : Teresa Marshall (Teresa@globaltaxjustice.org) et Fran Carnibella (FCarnibella1@oxfam.org.uk)

Boite à outils et ressources : Luke Gibson (lgibson@oxfam.org.uk)

Storify sur la semaine d'action : Sahedul Islam (Sislam1@oxfam.org.uk)

Galerie d'images pour la pétition photo et réseaux sociaux : Isa Ortigosa (isabelgatj@gmail.com)